

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 28 JUIN 1928

Rapport de la Commission des Travaux publics et des Affaires Économiques, chargée de l'examen du Projet de Loi portant modification de la loi du 20 mai 1846 sur les ventes publiques, en détail, de marchandises neuves.

(Voir le n° 62 du Sénat.)

Présents : MM. le baron RUZETTE, président ; le baron DE DORLODOT, DEPONTIEU, HANNICK, JANSSENS, LALEMAND, VAN BELLE et le baron GILLÈS DE PELICHY, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

L'interdiction des ventes à cri public et en détail de marchandises neuves est une loi d'ordre public. Elle a également une portée sociale.

Née de la nécessité de dresser des mesures efficaces et préventives contre les délits dont ces transactions étaient souvent la source, l'occasion ou le moyen tels que le vol, l'abus de confiance, les détournements, la faillite, les tromperies sur la qualité de la marchandise, cette disposition législative a aussi pour but de régler la concurrence entre la vente régulière et la vente irrégulière, de défendre le commerçant honnête contre une concurrence assez souvent peu loyale.

Un court aperçu de la législation étrangère, en cette matière, ne sera peut-être pas sans intérêt.

Voici à peu près l'état du droit dans les principaux pays :

La loi française du 25 juin 1841 sur les ventes aux enchères de marchandises neuves, est apparentée de très près à notre législation. Elle n'indique pas

le chiffre au delà duquel les ventes publiques de marchandises neuves ne sont plus considérées comme vente de détail.

La loi française du 28 mai 1858 relative aux *ventes en gros* de marchandises neuves, énumère les marchandises pour lesquelles la vente publique en gros est permise. Des décrets postérieurs (30 mai 1863, 20 août 1888) en ont augmenté le nombre. Mais dans le but d'éviter que la liberté des ventes publiques en gros ne donnât le moyen de tourner la *prohibition* établie par la loi de 1841 pour les *ventes publiques* de détail, la loi de 1858 a fixé le maximum de la valeur des lots nécessaires pour que les ventes soient réputées en gros ; il est en principe, de 500 francs, mais peut être élevé ou abaissé dans chaque ville par un arrêté du Ministre du Commerce. Plusieurs arrêtés l'ont abaissé à 300, 200 et même 100 francs. Le tableau des marchandises qui peuvent être vendues en gros (révisé en 1863 et en 1888) ne comprend, en général, que des matières premières nécessaires aux fabriques et des denrées, en écartant les produits manufacturés.

Les autres législations étrangères sur la matière ne fixent guère de chiffres.

Citons-en quelques-unes :

Norvège : loi du 16 juillet 1907 sur la police du commerce, article 16, exclut de la vente aux enchères les marchandises neuves, provenant de la production des métiers ou de l'industrie. Toutefois, dans des circonstances spéciales, le préfet compétent pourra, sur requête, autoriser des ventes de l'espèce.

Serbie : Loi du 29 juin-12 juillet 1910 sur l'exercice et l'organisation des métiers, article 27. Les ventes publiques de marchandises neuves ne peuvent avoir lieu qu'avec l'autorisation de la Chambre de commerce compétente.

Danemark : Loi du 8 juin 1912 concernant les désignations inexactes de marchandises, etc., article 14 :

« Le Ministre du commerce et de la navigation est autorisé, après avoir entendu les organisations principales des commerçants, des industriels et des artisans danois, à arrêter que certaines marchandises ne pourront être vendues ou mises en vente en détail que suivant certaine quantité, une certaine mesure ou un certain poids. »

Hongrie : Loi du 21 mai 1884 art. 51 : il n'est permis de vendre ses produits ou des produits étrangers au moyen d'une vente aux enchères qu'avec l'autorisation de l'autorité industrielle.

Prusse : Licitations par les commissaires-priseurs : on ne peut liciter des choses neuves en même temps que d'autres, à moins qu'il ne s'agisse d'une masse faillie ou d'une masse successorale.

Les licitations de choses neuves par les commissaires-priseurs sont soumises à une autorisation préalable de la police locale. L'autorisation ou l'attestation peuvent être refusées dans certains cas par la police.

En Belgique, l'auteur de la loi, le législateur de 1846, a constaté, et force nous est de le reconnaître avec lui, qu'entre la situation du marchand établi et celle du vendeur à l'encan, il existe rarement une égalité de procédés, plus rarement encore une égalité de garanties et jamais une égalité de charges. Le Ministre qui défendait le projet voulait interdire ces ventes souvent suspectes qui offrent un appât dangereux au consommateur trompé, « ventes qui jettent à la foule crédule l'attrait du hasard, de l'imprévu et l'espérance du bon marché et de coup de fortune, espérance souvent déçue et à laquelle la foule succombe toujours comme à l'égard des jeux de hasard et des loteries » (1).

L'acheteur, trompé sur la qualité de la marchandise, a facilement recours au marchand *établi*; il retrouve bien plus difficilement le marchand *ambulant* !

Les charges fiscales et autres pèsent bien plus lourdement sur le négociant établi à demeure que sur le marchand nomade.

Bref, les causes qui rendent les ventes de marchandises neuves à l'encan, dangereuses pour le consommateur, les rendent aussi hautement préjudiciable pour le commerçant de la place qui assume une responsabilité, supporte des frais généraux, paie des impositions et des taxes de plus en plus lourdes et souvent fort tracassières.

La loi de 1846 qui interdit, en son article 1^{er}, les ventes à cri public et en détail de marchandises neuves, considère à l'article 2, comme faite en détail, toute vente de marchandises comprenant une quantité inférieure à celles qui sont mentionnées aux différentes espèces de marchandises désignées.

La base adoptée est donc habituellement celle de la *quantité*. Toutefois, pour certaines marchandises, la loi de 1846 s'est écartée de cette base et a pris celle de la *valeur*. Pour ces marchan-

(1) *Annales parlementaires*, p. 961.

dises, elle crée une présomption *juris et de jure*, en vertu de laquelle toute vente publique par lots d'une valeur ne dépassant pas 100 francs, est tenue pour vente de détail. Le maintien de ce chiffre de 100 francs fixé par le législateur de 1846 équivaldrait, dans les circonstances présentes, à la suppression de la loi.

C'est ce qu'a fait observer une requête de la Commission consultative des ventes publiques de Liège.

Déjà en 1910, le Conseil supérieur des Métiers et Négoces signalait que ce chiffre ne répondait plus à la situation économique résultant alors déjà de la dépréciation du franc.

Le projet de loi sur la police du commerce, déposé en 1913 par le Ministre de l'Industrie et du Travail, adoptait le chiffre de 500 francs (art. 22 du projet).

La dépréciation autrement considérable qu'a subi le franc depuis les dates

citées de 1910 et 1913 nous paraît rendre possible et même désirable la substitution de la somme de 1,000 francs à la somme de 100 francs fixée par l'article 2 que le Gouvernement nous propose de reviser.

Dans la situation actuelle, la fixation d'un chiffre moindre risquerait, en effet, de rendre la loi de 1846 inopérante ou du moins d'en atténuer fort malencontreusement l'effet utile.

Dans ces conditions, votre Commission a donné son adhésion unanime au projet de loi qui nous est soumis et elle a l'honneur de vous en proposer l'adoption.

Le Président,
B^{on} RUZETTE.

Le Rapporteur,
B^{on} GILLÈS DE PELICHY.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 28 JUNI 1928

Verslag uit naam van de Commissie van Openbare Werken en Economische Zaken, belast met het onderzoek van het wetsontwerp houdende wijziging der wet van 20 Mei 1846 op de openbare verkoop, in 't klein, van nieuwe koopwaren.

(Zie n^o 62 van den Senaat.)

Aanwezig : de heeren Baron RUZETTE, voorzitter; Baron DE DORLODOT, DEPONTIEU, HANNICK, JANSSENS, LALEMAND, VAN BELLE en Baron GILLÈS DE PELICHY, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Het verbod nieuwe koopwaren te verkoopen in veiling bij opbod en in 't klein is eene wet van openbare orde. Het heeft insgelijks eene maatschappelijke betekenis.

Tot deze wetsbepaling heeft aanleiding gegeven de noodzadelijkheid doeltreffende en voorbehoedende maatregelen te voorzien tegen de delicten, waarvan deze verkooping vaak de bron, de gelegendeid of het middel waren zooals diefstal, misbruik van vertrouwen, verduisteringen, faillissement, bedrog over de hoedanigheid der koopwaar. Deze wetsbepaling heeft eveneens ten doel de mededinging te regelen tusschen den regelmatig en den onregelmatischen verkoop, den eerlijken handelaar te verdedigen tegen eene mededinging die vaak niet bijster eerlijk is.

Een kort overzicht der vreemde wetgeving op dit gebied zal misschien niet van belang zijn ontbloot.

Ziehier ongeveer den toestand van het recht in de bijzonderste landen.

De *Fransche* wet van 25 Juni 1841 op de openbare veilingen van nieuwe koopwaren houdt nauw verband met onze wetgeving.

Zij geeft niet het bedrag aan boven hetwelk de openbare veilingen van nieuwe koopwaren niet meer worden beschouwd als verkooping in 't klein.

De *Fransche* wet van 28 Mei 1858, betreffende den *verkoop in 't groot* van nieuwe koopwaren, somt de waren op waarvoor de openbare verkoop in 't groot is toegelaten. Latere decreten (30 Mei 1863, 20 Augustus 1888) hebben het aantal derzelve uitgebreid. Ten einde echter te vermijden dat de vrijheid der openbare verkooping in 't groot zou het middel aan de hand doen het *verbod te ontduiken* dat werd ingevoerd bij de wet van 1841 voor de *openbare verkooping in 't klein*, heeft de wet van 1858 het maximum bepaald van de waarde der loten die noodig zijn opdat de verkooping worden beschouwd als verkooping in 't groot : in beginsel bedraagt dit maximum 500 fr.; het kan echter in elke stad worden verhoogd of verlaagd door een besluit van den Minister van Koophandel. Verscheidene

besluiten hebben het verlaagd op 300, 200 en zelfs 100 frank. De opsomming der waren, die in 't groot mogen verkocht worden, (herzien in 1863 en in 1888) omvat doorgaans slechts grondstoffen, die noodig zijn voor de fabrieken, en waren, terwijl de vervaardigde producten daarvan worden uitgezonderd.

De wetgeving der overige vreemde landen op dit gebied bepaalt geen cijfers.

Ziehier nog enkele voorbeelden.

Noorwegen : Wet van 16 Juli 1907 op het toezicht op den handel, artikel 16, sluit van den verkoop bij opbod de nieuwe waren uit, voortkomende van de voortbrengst van de ambachten of van de nijverheid.

In bijzondere gevallen kan echter de bevoegde prefect, mits daartoe te zijn aangezocht, dergelijke verkoopingën toestaan.

Servië : Wet van 29 Juni-12 Juli 1910 op het uitoefenen en de inrichting der ambachten, artikel 27. De openbare verkoopingën van nieuwe koopwaren mogen slechts geschieden mits toelating der bevoegde Handelskamer.

Denemarken : Wet van 8 Juni 1912 op de onnauwkeurige benamingen van koopwaren enz., artikel 14 :

« De Minister van Handel en Scheepvaart is gemachtigd, na de bijzonderste Vereenigingen van Deensche handelaars, nijveraars en ambachtslieden te hebben gehoord, te bepalen dat zekere koopwaren in het klein slechts mogen verkocht of te koop gesteld worden volgens eene zekere hoeveelheid, maat of gewicht. »

Hongarije : Wet van 21 Mei 1884, artikel 51 : het is slechts toegelaten zijne producten of vreemde producten te verkoopen bij wijze van veiling bij opbod mits machtiging der industrieel overheid.

Pruisen : Veilingen door de aangestelde schatters : men mag nieuwe zaken niet tegelijk met andere openbaar verkoopen, tenzij het een faillissements- of een erfenisboedel geldt.

De openbare verkoopingën van nieuwe voorwerpen door de aangestelde schatters zijn onderworpen aan eene voorafgaande toelating van de plaatselijke politie. De machtiging of het getuig-schrift kunnen in sommige gevallen door de politie worden geweigerd.

In België heeft de steller der wet. de wetgever van 1846, vastgesteld — en wij moeten het wel met hem erkennen — dat er tusschen den toestand van den gevestigden handelaar en dien van den verkooper bij opbod, zelden gelijkheid van handelwijze, zeldzamer nog gelijkheid van waarborgen en nooit gelijkheid van lasten bestaat. De Minister die het ontwerp verdedigde, wilde deze vaak verdachte verkoopingën verbieden, die een gevaarlijk lokaas zijn voor den bedrogen verbruiker, « verkoopingën die voor de lichtgeloovige menigte de aantrekkingskracht bezitten van de kans en van het onvoorziene en de hoop op het goedkope en op een buitenkansje, welke hoop vaak wordt teleurgesteld en waaraan het volk steeds bezwijkt juist zooals het geval is voor de kansspelen en de loterijen » (1).

De kooper, bedrogen wat de hoedanigheid der waar betreft, kan gemakkelijk zijn toevlucht nemen tot den gevestigden koopman; hij kan heel wat moeilijker den *rondreizenden* koopman terugvinden.

De fiscale lasten en andere drukken veel zwaarder op den t'huis gevestigden handelaar dan op den rondreizenden.

Kortom, de oorzaken die de verkoopingën bij opbod van nieuwe koopwaren gevaarlijk maken voor den verbruiker, maken ze eveneens hoogst nadeelig voor den handelaar der plaats, die verantwoordelijkheid draagt, algemeene

(1) *Handelingen*, blz. 961.

onkosten heeft, belastingen en taxes betaalt, welke steeds zwaarder worden en vaak plagend zijn.

De wet van 1846 die, bij artikel 1, de veilingen bij opbod en in het klein van nieuwe koopwaren verbiedt, beschouwt bij artikel 2 als verkoop in 't klein elken verkoop van waren, die eene mindere hoeveelheid omvatten dan wordt bepaald voor de verscheiden opgesomde soorten van koopwaren.

De aangenomen grondslag is dus doorgaans de *hoeveelheid*. Nochtans voor sommige waren is de wet van 1846 van dezen grondslag afgeweken en heeft zij *de waarde* tot basis genomen.

Voor deze waren voert zij een vermoeden *juris en de jure* in, krachtens hetwelk elke openbare verkooping per loten van eene waarde, die niet hooger is dan 100 frank, wordt beschouwd als verkoop in 't klein.

Dit cijfer van 100 frank, door den wetgever van 1846 vastgesteld, handhaven zou in de huidige omstandigheden gelijkstaan met de afschaffing der wet.

Dit heeft de raadgevende Commissie der openbare verkooping van nieuwe koopwaren, der stat Luik, in een verzoekschrift doen opmerken.

Reeds in 1910, wees de Hoogere Raad van Ambachten en Neringen er

op dat dit bedrag niet meer was aangepast aan den economischen toestand, die toen reeds het gevolg was van de waardevermindering van den frank.

Het wetsontwerp op het handelstoezicht, in 1913 ingediend door den Minister van Nijverheid en Arbeid, nam het bedrag van 500 frank aan (artikel 22 van het ontwerp).

De heel wat aanzienlijker inzinking van den frank sedert 1910 en 1913 schijnt het ons mogelijk en zelfs wenschelijk te maken de som van 1,000 fr. in de plaats te stellen van het bedrag van 100 frank, bepaald bij artikel 2 dat de Regeering ons voorstelt te herzien.

In den huidige toestand zou het aannemen van een lager bedrag immers gevaar loopen de wet van 1846 ondoeltreffend te maken of althans haar nuttig uitwerksel zeer ongelegen te verminderen.

Derhalve heeft uwe Commissie hare instemming betuigd met het ons voorgelegde wetsontwerp, en zij heeft de eer U voor te stellen hetzelfde goed te keuren.

De Voorzitter,
Baron RUZETTE.

De Verslaggever,
Baron GILLÈS DE PELICHY.